2010 PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Québec

Ce document est produit par le ministère des Finances
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3

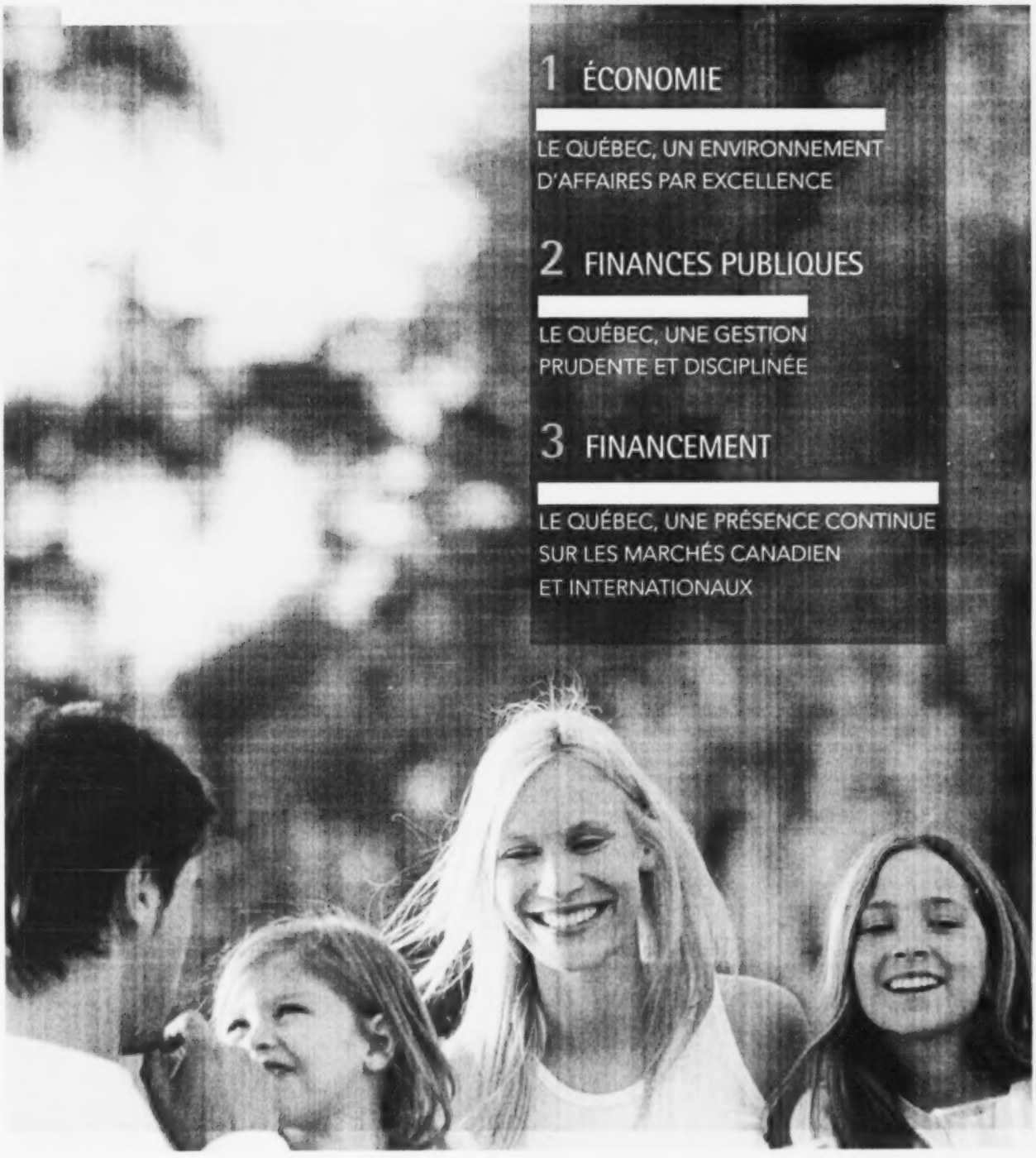
Pour information, s'adresser au :
Secrétariat général et coordination ministérielle
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
www.finances.gouv.qc.ca
Abonnement disponible

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2010
ISBN 978-2-550-59069-9 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-59070-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec

SECTIONS



1 ÉCONOMIE

LE QUÉBEC, UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PAR EXCELLENCE

2 FINANCES PUBLIQUES

LE QUÉBEC, UNE GESTION PRUDENTE ET DISCIPLINÉE

3 FINANCEMENT

LE QUÉBEC, UNE PRÉSENCE CONTINUE SUR LES MARCHÉS CANADIEN ET INTERNATIONAUX

LE QUÉBEC EN **2010**

LE QUÉBEC D'AUJOURD'HUI

UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE, UN TERRITOIRE VASTE, DES RESSOURCES NATURELLES ABONDANTES, UNE CULTURE VIBRANTE, UNE GESTION RIGOUREUSE DES FINANCES PUBLIQUES, DES GENS EXCEPTIONNELS ET QUALIFIÉS.

1.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU QUÉBEC EST DE PLUS DE 300 MILLIARDS DE DOLLARS, CE QUI REPRÉSENTE PRÈS DE 20 % DE L'ÉCONOMIE DU CANADA.

2.

PREMIER AU CANADA DE PAR SA SUPERFICIE, LE QUÉBEC SE CLASSE AU DEUXIÈME RANG DES PROVINCES SUR LA BASE DE SA POPULATION DE 7,8 MILLIONS D'HABITANTS.

3.

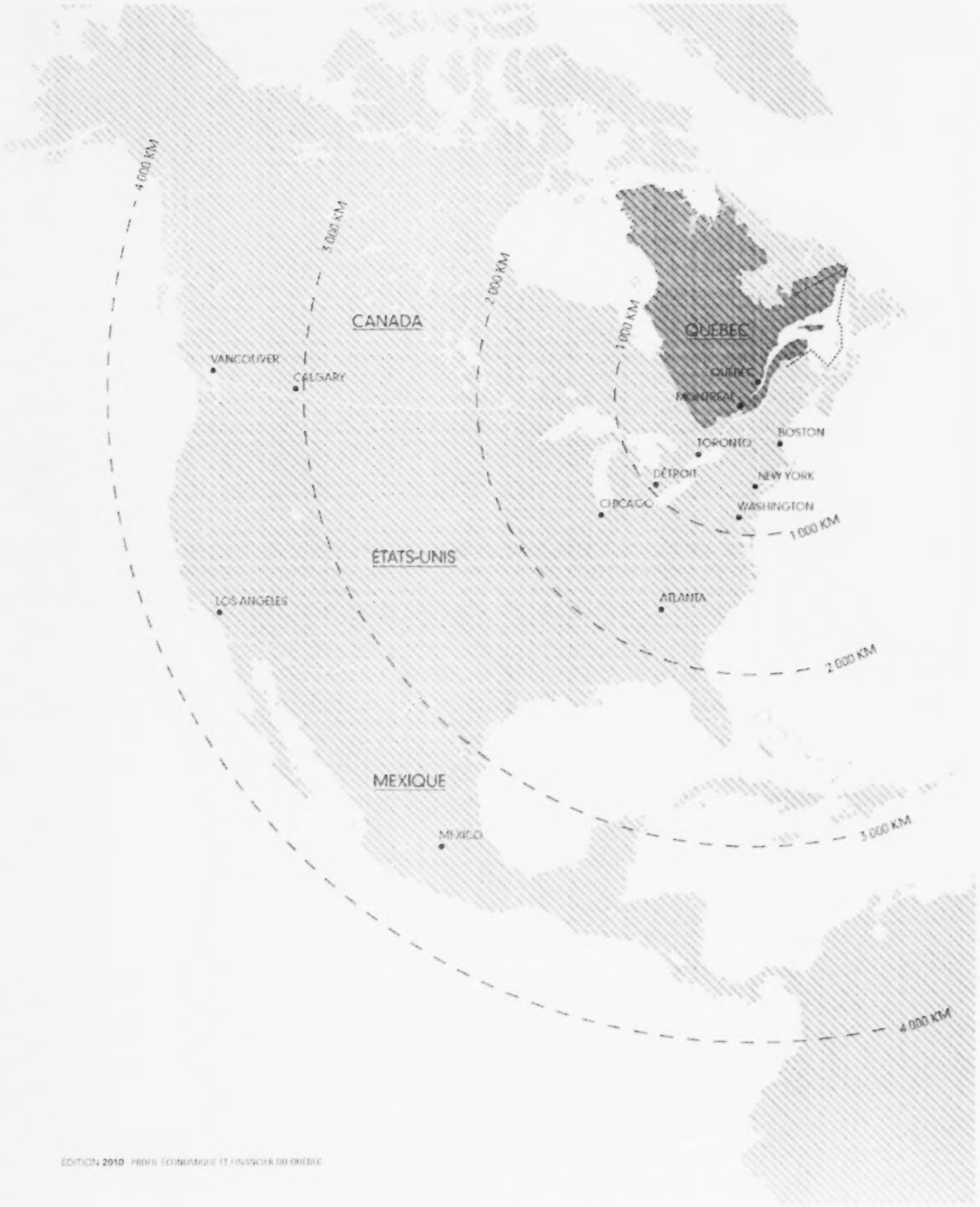
PORTE D'ENTRÉE NATURELLE DU CONTINENT NORD-AMÉRICAIN, LE QUÉBEC OFFRE, PAR SA PARTICIPATION À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALÉNA), UN ACCÈS PRIVILÉGIÉ À UN MARCHÉ DE 450 MILLIONS DE CONSOMMATEURS.

4.

INVESTIR AU QUÉBEC, C'EST PROFITER D'UNE MAIN-D'ŒUVRE FORTEMENT SCOLARISÉE, D'UN TRAITEMENT FISCAL COMPÉTITIF POUR L'INVESTISSEMENT ET DE FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION POUR LES ENTREPRISES.

5.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A CHOISI DE SOUTENIR L'ÉCONOMIE EN PÉRIODE DE RÉCESSION MÊME AU PRIX DE DÉFICITS ET A PRÉSENTÉ UN PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR RAMENER LE DÉFICIT À ZÉRO EN 2013-2014.


4 000 KM
3 000 KM
2 000 KM
1 000 KM
CANADA
QUÉBEC
VANCOUVER
CALGARY
QUÉBEC
MONTRÉAL
TORONTO
BOSTON
DÉTROIT
NEW YORK
CHICAGO
WASHINGTON
1 000 KM
ÉTATS-UNIS
LOS ANGELES
ATLANTA
2 000 KM
MEXIQUE
MEXICO
3 000 KM
4 000 KM

ÉCONOMIE
SECTION 1

UN LIEU DE CROISSANCE ET D'INVESTISSEMENT

6 Perspectives économiques

7 Une économie forte de son capital humain

8 Une économie axée sur les hautes technologies

10 Une économie innovatrice

11 Une économie compétitive

12 Une économie ouverte sur le monde

13 Une économie diversifiée qui rayonne à l'étranger

14 Développement durable

15 Hydro-Québec

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'activité économique devrait progresser de 2,3 % en 2010, favorisée notamment par :

- le redressement des dépenses des ménages;
- les actions menées par le gouvernement pour soutenir les investissements en infrastructures publiques;
- la hausse de la demande américaine pour les produits québécois.

En 2011, l'accélération attendue des investissements des entreprises viendra stimuler la croissance économique du Québec, qui devrait alors s'établir à 2,6 %.

CETTE RELANCE ENTRAÎNERA LA CRÉATION DE 38 700 EMPLOIS EN 2010 ET DE 41 600 EMPLOIS EN 2011.

LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE EST BIEN ENGAGÉE

Au Québec, la reprise économique est bien engagée.

Après trois trimestres de recul, le PIB réel a renoué avec la croissance à compter du troisième trimestre de 2009.

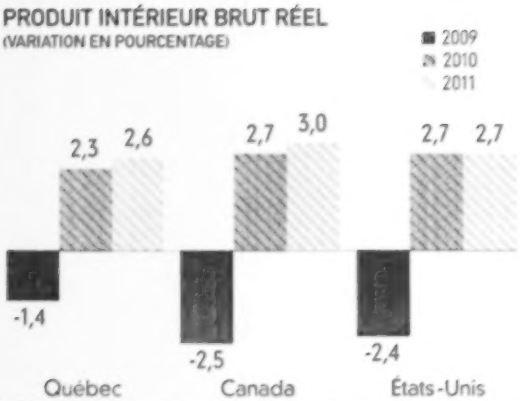
Le Québec a mieux résisté à la crise économique mondiale que ses principaux partenaires commerciaux, puisque :

- le PIB réel du Québec a diminué de 1,4 % en 2009, alors que le recul a été de 2,5 % au Canada et de 2,4 % aux États-Unis;
- la reprise de l'emploi au Québec est plus rapide qu'au Canada et aux États-Unis.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(VARIATION EN POURCENTAGE)

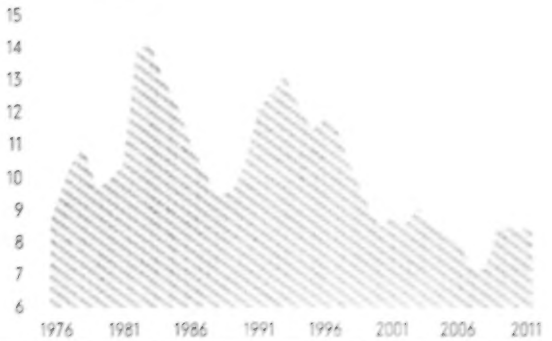
QUÉBEC	2009	2010	2011
Produit intérieur brut réel	-1,4	2,3	2,6
Produit intérieur brut	-0,4	4,0	4,5
Consommation	0,6	2,3	1,8
Mises en chantier (en milliers)	43,4	44,6	42,7
Investissements non résidentiels	-5,5	3,9	6,4
Exportations totales	-11,4	4,0	4,5
Taux de chômage	8,5	8,5	8,4
Création d'emplois (en milliers)	-37,5	38,7	41,6
Indice des prix à la consommation	0,6	2,0	2,9
CANADA	**2009**	**2010**	**2011**
Bons du Trésor (3 mois)	0,4	0,6	1,7
Obligations (10 ans)	3,3	3,8	4,5
Dollar canadien (en cents US)	87,9	98,2	99,8

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL
(VARIATION EN POURCENTAGE)



SOURCES : IHS GLOBAL INSIGHT, INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

TAUX DE CHÔMAGE
(EN POURCENTAGE)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

UNE ÉCONOMIE FORTE DE SON CAPITAL HUMAIN

UNE MAIN-D'ŒUVRE INSTRUITE

Le Québec peut compter sur une main-d'œuvre instruite :

- 76 % des travailleurs québécois détiennent un diplôme d'études secondaires ou plus;
- 18 % de la population en âge de travailler détient un grade universitaire.

UNE ÉCONOMIE QUI ENCOURAGE LA VENUE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

En 2009, l'Ontario et le Québec ont signé un accord de commerce dans le but de renforcer l'espace économique commun qu'elles partagent au centre du Canada.

Cet accord comprend un volet consacré à la mobilité de la main-d'œuvre.

- Tout travailleur accrédité par un organisme de réglementation d'une des deux provinces pour exercer un métier ou une profession est automatiquement considéré comme accrédité dans l'autre province.

L'approche ainsi retenue par le Québec et l'Ontario est dénommée « permis sur permis ».

Cet accord vise 35 professions et 26 métiers.

Depuis la signature de l'Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, conclue en octobre 2008 :

- l'Assemblée nationale du Québec a adopté une loi permettant la mise en œuvre de cette entente historique;
- vingt-deux arrangements visant la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ont été signés;
- la Commission européenne souhaite que cet accord soit étendu à l'échelle du Canada et de l'Union européenne.

PRÈS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE MAÎTRISE DEUX LANGUES OU PLUS.

- **36 % DE LA POPULATION AU QUÉBEC MAÎTRISE DEUX LANGUES ET 11 % EST TRILINGUE.**
- **LA POPULATION QUÉBÉCOISE EST LA PLUS POLYGLOTTE PARMI CELLES DES PROVINCES CANADIENNES.**
- **LE QUÉBEC ACCUEILLE PLUS DE 40 000 IMMIGRANTS PAR ANNÉE EN PROVENANCE DE TOUS LES PAYS, CE QUI CONTRIBUE À L'ENRICHISSEMENT DE LA CULTURE QUÉBÉCOISE.**

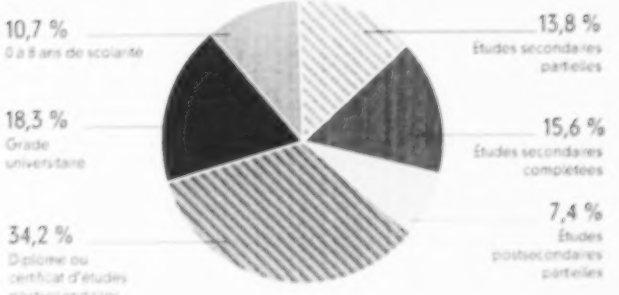
CONNAISSANCE DE DEUX LANGUES OU PLUS RECENSEMENT DE 2006

(EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE)

SOURCE : STATISTIQUE CANADA, RECENSEMENT DE 2006.

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ – 2009

(EN POURCENTAGE DE LA POPULATION DE 15 ANS ET PLUS)



SOURCE : STATISTIQUE CANADA.

UNE ÉCONOMIE AXÉE SUR LES HAUTES TECHNOLOGIES

LES SCIENCES DE LA VIE

Le secteur des sciences de la vie regroupe l'industrie pharmaceutique et l'industrie des biotechnologies.

L'industrie pharmaceutique emploie plus de 8 000 personnes au Québec. Plus du tiers de la production de produits pharmaceutiques et de médicaments au Canada est effectuée au Québec.

Les huit plus grandes compagnies pharmaceutiques au monde possèdent des centres de recherche et de fabrication au Québec.

Le Québec occupe la 4e position en Amérique du Nord dans le secteur de la biotechnologie. Plus de la moitié des firmes de biotechnologie du Québec se spécialisent en santé humaine.

- Société innovatrice dans le domaine de la stérilisation par l'ozone des instruments médicaux en milieu hospitalier, TSO3 Inc. a reçu en 2010 un avis de conformité permettant la vente de son nouveau système de stérilisation sur le territoire de l'Union européenne.

Par ailleurs, plusieurs firmes québécoises de biotechnologie développent des procédés visant l'amélioration de la nutrition humaine, l'amélioration des techniques agricoles et agroalimentaires, ainsi que la valorisation des résidus industriels.

- Marinard Biotech commercialise un chitosane de première qualité sous la marque de commerce Kitomer™, issu de la transformation de la crevette.

L'AÉROSPATIALE

Les avions et pièces représentent près du cinquième du volume des exportations internationales de marchandises du Québec.

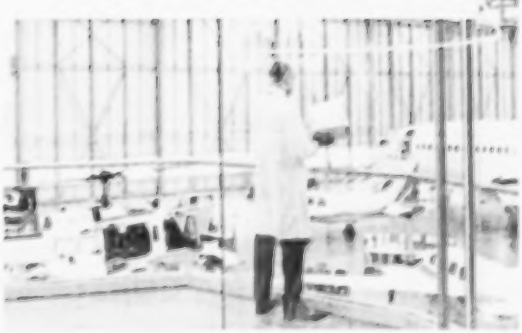
Le secteur de l'aéronautique embauche plus de 22 000 travailleurs au Québec. Ce secteur a réalisé des ventes de l'ordre de 10,6 milliards de dollars en 2009.

- Plus de 50 % de la main-d'œuvre canadienne en aéronautique travaille au Québec.
- Près de 70 % des livraisons canadiennes de produits aéronautiques sont réalisées au Québec.

L'industrie québécoise de l'aéronautique regroupe près de 100 entreprises spécialisées dans la fabrication d'avions, d'hélicoptères, de moteurs, de pièces et de simulateurs de vol.

- Bombardier Aéronautique, chef de file du marché des avions régionaux et d'affaires, a lancé en 2008 un programme de fabrication des nouveaux avions CSeries.
  - Les avions CSeries seront les appareils les plus écologiques de leur catégorie, grâce à leur faible consommation de deux litres d'essence par passager par 100 km.
- Nouvelle référence de l'industrie, la gamme d'avions CSeries doit faire son entrée en service en 2013.

PLUSIEURS CONTRATS D'ACHAT D'APPAREILS DE LA GAMME D'AVIONS CSERIES ONT DÉJÀ ÉTÉ ANNONCÉS PAR BOMBARDIER, POUR UNE VALEUR TOTALE DE 6 MILLIARDS DE DOLLARS.



LES TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES

La conjoncture économique actuelle est favorable au développement d'une industrie de l'environnement de calibre mondial, puisqu'au cours de la dernière année, plusieurs pays ont présenté des plans de relance économique, qui prévoient des investissements importants en infrastructures et en technologies vertes.

L'expertise québécoise en matière de technologies vertes est reconnue sur le marché international de l'environnement.

Plusieurs firmes québécoises ont développé des technologies vertes uniques qui leur permettent de détenir une position enviable sur le marché international de l'environnement.

- En 2009, Enerkem a été nommée l'une des 50 meilleures entreprises du secteur de la bioénergie par Biofuels Digest.
  - Cette entreprise a mis au point une plateforme technologique unique de gazéification permettant la transformation des déchets solides et des résidus industriels en biocarburants de seconde génération.
- Spécialisée dans les systèmes intégrés de production d'eau potable et de recyclage d'eau, H_2O Innovation a remporté, en 2009, le prestigieux prix Technologie 15 sociétés vertes[MC] de Deloitte, grâce à ses innovations majeures dans le domaine des technologies écologiques.

LA PHOTONIQUE

La filière technologique québécoise de la photonique regroupe des entreprises innovatrices qui ont réussi à se démarquer de leurs concurrents internationaux par le développement d'une technologie spécialisée.

- L'entreprise d'instrumentation scientifique Photon a produit le prototype de la caméra astronomique la plus sensible au monde, soit la caméra EMCCD ultra-sensible, dont elle a développé une version commerciale.
- EXFO est l'un des plus importants fournisseurs mondiaux de solutions de test et de surveillance pour les opérateurs de réseaux et les fabricants d'équipements de télécommunication.
  - En 2009, EXFO a lancé la gamme d'oscilloscopes à échantillonnage optique les plus rapides sur le marché.

LA NASA S'EST PROCURÉ LA PREMIÈRE VERSION COMMERCIALE DE LA CAMÉRA EMCCD ULTRA-SENSIBLE DÉVELOPPÉE PAR PHOTON.

LE MULTIMÉDIA

Un des créneaux d'excellence de l'industrie du multimédia au Québec est sans contredit celui de l'édition de logiciels de divertissement.

La région de Montréal abrite de grandes entreprises du jeu vidéo reconnues mondialement : A2M, Ubisoft, THQ, Warner Bros., Electronic Arts, Eidos Interactive et Gameloft.

- Le géant Warner Bros. Interactive Entertainment a choisi Montréal pour implanter un studio de jeux interactifs haut de gamme, d'animations numériques 3D et de cinématiques.
- La région développera aussi un centre d'excellence d'assurance qualité et des installations d'adaptation et de traduction en différentes langues de ses produits.

Grâce à sa main-d'œuvre créative et spécialisée dans les médias numériques et à ses universités réputées, le Québec est l'endroit parfait pour concevoir de nouveaux produits.

UNE ÉCONOMIE INNOVATRICE

UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2007, le Québec a consacré 2,6 % de son PIB à la R-D, soit le niveau le plus élevé des provinces canadiennes.

- Il surpasse également le taux moyen observé dans les pays de l'OCDE, du G-7 et de l'Union européenne.

DÉPENSES EN R-D : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec connaît une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes.

- Depuis 1983, les dépenses en R-D au Québec, exprimées en pourcentage du PIB, ont crû de 3,8 % en moyenne par année, comparativement à 2,0 % en Ontario et à 1,5 % dans l'ensemble du Canada.
- Depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les dépenses en R-D des entreprises bénéficient d'un traitement fiscal avantageux.

- Il est le plus compétitif au Canada pour la PME et l'un des plus concurrentiels parmi les pays du G-7 pour la grande entreprise.

Dans le budget 2010-2011, le gouvernement a annoncé des investissements de 1,1 milliard de dollars sur trois ans pour la recherche et l'innovation, notamment pour :

- l'actualisation et la prolongation des programmes de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation;
- le lancement de trois projets mobilisateurs de démonstration technologique dans les secteurs de l'aéronautique, de la forêt et des véhicules électriques.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 2007
(EN POURCENTAGE DU PIB)

Québec	2,6
Canada	1,9
Ontario	2,3
G-7	2,5
OCDE	2,3
Union européenne	1,8

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

CAPITAL DE RISQUE : UNE STRATÉGIE QUI PORTE SES FRUITS

Le Québec a adopté une stratégie agressive afin de se doter d'une industrie de capital de risque plus diversifiée et davantage appuyée sur un financement privé.

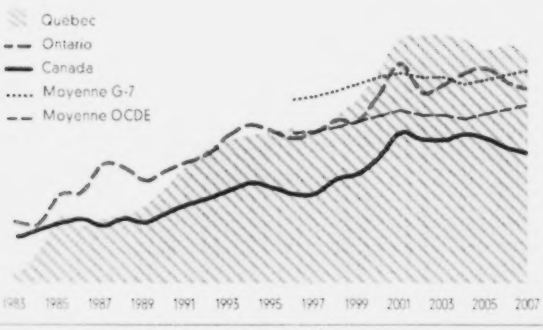
La stratégie a permis d'augmenter et de diversifier les sources de financement disponibles pour les entreprises technologiques québécoises, et les résultats sont probants.

- En 2009, le Québec a terminé au premier rang au chapitre des sommes investies en capital de risque au Canada. Les 432 millions de dollars investis au Québec ont représenté 42 % des sommes totales investies au Canada au cours de l'année.
- De 2002 à 2009, la part des investissements privés ou étrangers dans le financement de capital de risque au Québec est passée de 49 % à 60 %.

Afin de consolider le virage entrepris à l'égard du capital de risque, le gouvernement a annoncé des mesures majeures à l'occasion du discours sur le budget 2009-2010, soit :

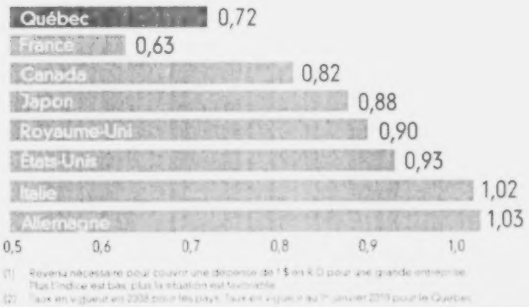
- un fonds de 825 millions de dollars pour le financement de fonds de capital de risque;
- un investissement de 125 millions de dollars pour la création de trois fonds d'amorçage.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D
(EN POURCENTAGE DU PIB)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

COÛT NET APRÈS IMPÔT DU TRAITEMENT FISCAL D'UNE DÉPENSE EN R-D[1,2]
(EN DOLLARS)



(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 $ en R-D pour une grande entreprise. Plus l'indice est bas, plus la situation est favorable.
(2) Taux en vigueur en 2008 pour les pays. Taux en vigueur au 1er janvier 2010 pour le Québec.

SOURCE : SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE : PERSPECTIVES DE L'OCDE, ÉDITION 2008

UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis et des pays de l'OCDE. De plus, il est l'un des plus faibles au Canada, principalement en raison :

- du taux d'imposition des profits des entreprises qui est parmi les plus bas en Amérique du Nord;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipements;
- de l'élimination de la taxe sur le capital, depuis 2008, pour les entreprises manufacturières et, le 1er janvier 2011, pour toutes les entreprises;
- d'un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % sur les acquisitions de matériel de fabrication et de transformation.

FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

Le Québec offre de faibles coûts d'implantation et d'exploitation aux entreprises comparativement aux principaux pays industrialisés.

Selon les plus récentes données, ces coûts sont inférieurs de 3,0 % à la moyenne canadienne, de 8,1 % à ceux des États-Unis et de 8,5 % à ceux prévalant en moyenne dans les pays du G-7.

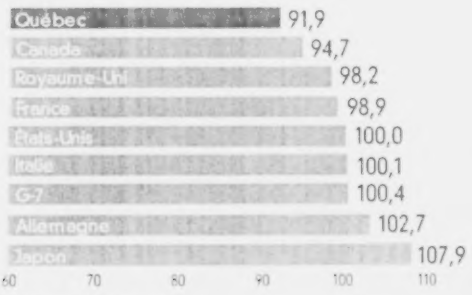
Le Québec se démarque particulièrement par des coûts concurrentiels en matière de main-d'œuvre ainsi que par une fiscalité compétitive.

UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

INDICE DES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES[1]

(ÉTATS-UNIS = 100)



[1] Moyenne de 12 secteurs d'activité.

SOURCES : MODÈLE CHOIX CONCURRENTIELS 2010 DE KPMG ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI)[1]

(EN POURCENTAGE)

[1] Les TEMI sont des indicateurs de l'incidence du régime fiscal sur les nouveaux investissements. Ils représentent l'effet de l'ensemble des charges et règles fiscales qui influencent le rendement du capital investi. Ils tiennent compte notamment de la taxe sur le capital, de la taxe de vente, de l'impôt sur le revenu des sociétés, des règles et des taux d'amortissement ainsi que des méthodes de comptabilisation des inventaires.

SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC ET INSTITUT C.D. HOWE.

UNE ÉCONOMIE OUVERTE SUR LE MONDE

UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

Le Québec jouit d'une situation géographique unique. Grâce à l'Accord de libre-échange (ALE) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec s'intègre à un marché de 450 millions de consommateurs.

- Depuis l'entrée en vigueur de l'ALE, les exportations internationales du Québec ont progressé, passant de 20 % du PIB en 1988 à 29 % en 2009.

L'[illegible] l'une des principales portes d'entrée ve[illegible]ques.

Le Québec possède plus de 3 000 km de territoire côtier. Le fleuve, l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, qui forment la voie maritime du Saint-Laurent, constituent un accès privilégié pour l'exportation et l'importation de produits sur le continent nord-américain.

LE QUÉBEC EXPORTE PARTOUT DANS LE MONDE

Les exportateurs ont développé de nombreux liens d'affaires partout dans le monde.

- Près de 70 % des exportations internationales de biens sont destinées aux États-Unis.
- Les pays européens recueillent 15,6 % des exportations du Québec, soit une croissance de 6,5 % en moyenne de 2004 à 2009.
- L'Asie représente la troisième plus importante destination, recevant 6,4 % des exportations du Québec.

UN NOUVEL ESPACE ÉCONOMIQUE POUR LE QUÉBEC

PARTENARIAT AVEC L'UNION EUROPÉENNE

Depuis le 6 mai 2009, le Québec et les autres provinces maintiennent leur collaboration avec le gouvernement fédéral afin de conclure une entente de partenariat économique avec l'Union européenne.

ENTENTE FRANCE-QUÉBEC

En 2008, le Québec a conclu une entente avec la France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

ACCORD DE COMMERCE AVEC L'ONTARIO

Le Québec a conclu un accord de commerce élargi avec l'Ontario sur les échanges commerciaux et la mobilité de la main-d'œuvre en 2008.

LE PLAN NORD

Le gouvernement du Québec maintient son engagement à faire du Nord québécois un nouvel espace économique et un exemple de développement durable grâce au Plan Nord, un projet de développement visant à mettre en valeur ce territoire exceptionnel.

LE QUÉBEC EST UN LEADER MONDIAL SUR PLUSIEURS MARCHÉS

Le Québec est notamment reconnu sur la scène internationale par le dynamisme de son industrie aéronautique.

- De 1989 à 2009, les exportations d'avions et pièces ont crû de 6,7 % en moyenne par année.

En 2009, les avions et pièces ont représenté 19,1 % des exportations internationales de biens du Québec.

Le Québec est également le troisième producteur d'aluminium de première fusion au monde.

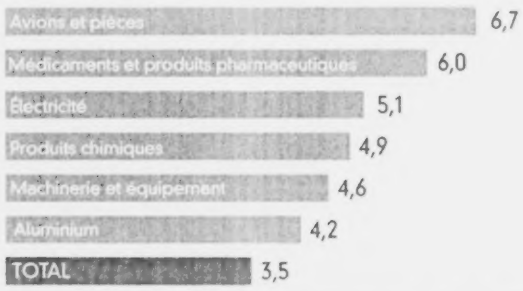
- La capacité de production du Québec atteint 3,1 millions de tonnes d'aluminium par an.

LES PORTS DU QUÉBEC

Le Québec abrite cinq ports internationaux. En particulier :

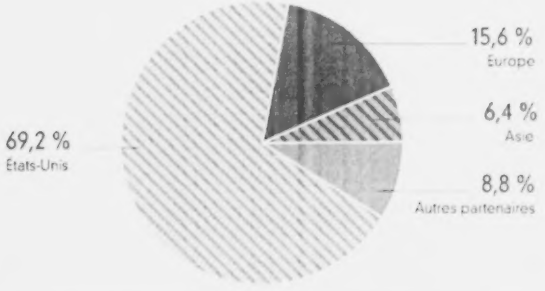
- le port de Montréal est la liaison intermodale la plus directe entre le cœur industriel de l'Amérique du Nord et les marchés de l'Europe du Nord et de la Méditerranée;
- en 2010, le port de Québec, reconnu pour ses activités de croisières internationales, a reçu pour une 4e fois depuis 2004 le prix « Best Destination Experience » par le magazine Dream World Cruise Destinations;
- le port de Sept-Îles est le plus important port minéralier au Canada.
  - En 2009 a débuté la construction d'un quai des croisières qui pourra accueillir, dès l'automne 2010, des navires de plus de 2 500 passagers et de 315 mètres de long.

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE BIENS – 1989-2009
(EN POURCENTAGE)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE BIENS PAR RÉGION – 2009



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

UNE ÉCONOMIE DIVERSIFIÉE QUI RAYONNE À L'ÉTRANGER

LA DIVERSITÉ DU QUÉBEC

Les multiples facettes de son territoire font du Québec l'économie la plus diversifiée au Canada. Son indice de diversité industrielle s'élève à 100,4, alors que, à l'exception de l'Ontario et du Manitoba, toutes les provinces canadiennes ont un indice inférieur à 90,0.

Le Québec est composé de 17 régions administratives.

Chacune d'elles possède un potentiel unique. Plusieurs caractéristiques régionales permettent au Québec de se positionner en tant que leader en Amérique du Nord et dans le monde.

- L'Abitibi-Témiscamingue est reconnue partout dans le monde pour l'abondance de ses gisements de métaux précieux, de cuivre et de zinc.
- Le Bas-Saint-Laurent dispose d'une expertise maritime réputée et se démarque dans le secteur des biotechnologies marines.
- Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est un acteur de premier plan en ce qui concerne la production de l'aluminium.
- Montréal jouit d'une renommée mondiale dans les domaines des sciences de la vie et des jeux vidéo.

UN SECTEUR FINANCIER À L'AVANT-GARDE

Le Québec et le Canada disposent d'un secteur financier solide, efficace et transparent, conséquence d'une harmonisation efficace et d'une politique de constante amélioration du cadre réglementaire et de surveillance des marchés.

Le secteur financier joue un rôle moteur dans la création de richesse. Il représente, à lui seul, plus de 6 % de l'ensemble de l'activité économique du Québec.

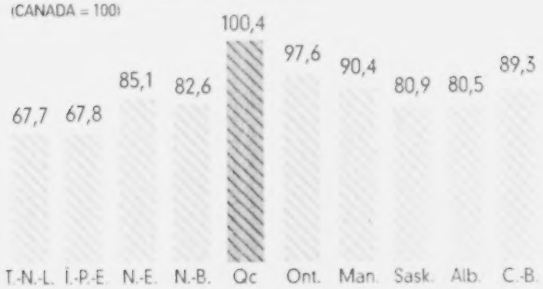
- Ce secteur constitue le deuxième plus important contributeur économique sur le plan du PIB pour l'industrie des services pour les régions métropolitaines de Montréal et de Québec.
- Plusieurs institutions financières québécoises rayonnent à l'extérieur, dont la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada.

Aussi, plus de 110 centres financiers internationaux spécialisés dans le domaine des transactions financières internationales œuvrent sur le territoire de la ville de Montréal, assurant le recrutement et la rétention d'une main-d'œuvre hautement qualifiée.

- En qualité de seule Bourse canadienne de produits financiers dérivés, la Bourse de Montréal, maintenant regroupée au sein du groupe TMX, exerce son leadership dans trois domaines de la finance : les instruments financiers dérivés, les solutions en technologie de l'information et les services de compensation.

INDICE DE DIVERSITÉ INDUSTRIELLE SELON LES PROVINCES – 2009[1]

(CANADA = 100)



Note : Un indice qui se rapproche de 100 signifie que l'économie de ces provinces est aussi diversifiée que celle du Canada.

(1) Estimations préliminaires.

SOURCE : COMPILATION FAITE PAR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION DU QUÉBEC À PARTIR DU REGISTRE DES ENTREPRISES DE STATISTIQUE CANADA.

IMPORTANCE DU SECTEUR DE LA FINANCE À MONTRÉAL ET À QUÉBEC – 2007

(EN % DU PIB DE L'INDUSTRIE DES SERVICES PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE)

Région de Montréal	
Activités économiques (en % du PIB)	
Services immobiliers et gestion de sociétés	15,4
Finances, assurances et crédit-bail	**10,0**
Soins de santé et assistance sociale	9,8
Commerce de gros	9,0
Commerce de détail	8,1

Région de Québec	
Activités économiques (en % du PIB)	
Administrations publiques	17,7
Finances, assurances et crédit-bail	**12,2**
Soins de santé et assistance sociale	11,3
Services immobiliers et gestion de sociétés	11,3
Commerce de détail	8,6

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

LES RESSOURCES FORESTIÈRES

Pays de lacs et de rivières, le Québec est aussi un pays de forêts. En effet, les forêts québécoises représentent 20 % des forêts canadiennes et 2 % des forêts mondiales.

L'exploitation de la forêt québécoise se fait de manière responsable.

- L'aménagement des forêts québécoises vise à assurer la pérennité et le développement durable de nos forêts.
- L'industrie forestière mise sur l'innovation et la créativité par le développement et la commercialisation des produits à forte valeur ajoutée.

LES RESSOURCES MINIÈRES

Le Québec se classe aujourd'hui parmi les principaux producteurs mondiaux de fer, de zinc, de nickel, d'argent et d'or.

Selon l'enquête internationale sur les sociétés minières de 2009-2010 de l'Institut Fraser, le Québec offre le meilleur environnement pour l'investissement minier au monde.

- Au premier rang du classement, le Québec offre les meilleures politiques minières.
- Pour son potentiel minéral, le Québec a obtenu le meilleur classement au Canada et le troisième au monde.

UNE STRATÉGIE GAGNANTE

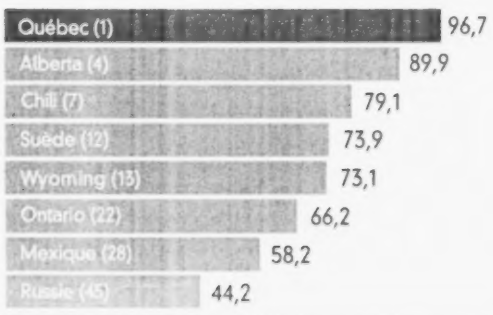
Les orientations de la Stratégie énergétique du Québec signifient pour Hydro-Québec :

- l'intégration graduelle au réseau d'Hydro-Québec d'approvisionnements éoliens totalisant quelque 4 000 mégawatts;
- la constitution d'un portefeuille de projets hydroélectriques totalisant plus de 4 500 mégawatts comprenant le projet de la rivière Romaine, dont la puissance installée sera de 1 550 mégawatts et qui produira annuellement 8 térawattheures d'énergie, ce qui équivaut à la consommation d'une ville de 480 000 ménages;
- la poursuite de la réalisation de projets hydroélectriques afin d'accroître la capacité de production. Il s'agit notamment des centrales de l'Eastmain-1-A–Sarcelle–Rupert. Ce projet permettra l'ajout de 918 mégawatts au parc de production d'Hydro-Québec, lequel s'établit actuellement à 36 810 mégawatts, et procurera 8,7 térawattheures par année;
- l'application d'un plan global d'efficacité énergétique permettant des économies annuelles d'énergie de 4,3 térawattheures à ce jour et de 11 térawattheures à l'horizon 2015.

LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC 2006-2015 EST RÉSOLUMENT AXÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE PROPRE, SOIT L'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE ET L'ÉNERGIE ÉOLIENNE.

CLASSEMENT DES ENDROITS OFFRANT LES MEILLEURES POLITIQUES MINIÈRES – 2009-2010

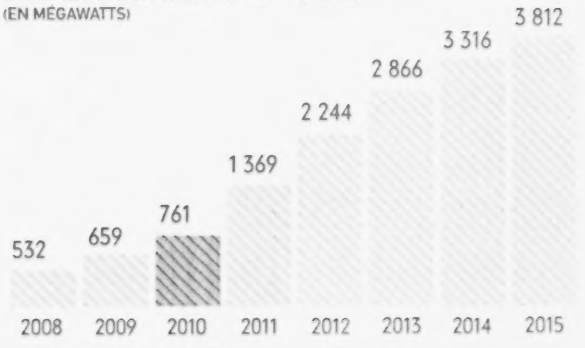
(MAXIMUM DE L'INDICE = 100)



SOURCE : INSTITUT FRASER

ÉVOLUTION DE LA PUISSANCE INSTALLÉE EN ÉNERGIE ÉOLIENNE – 2008-2015

(EN MÉGAWATTS)



SOURCE : MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC

HYDRO-QUÉBEC

UNE FORCE QUÉBÉCOISE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Créée en 1944, Hydro-Québec est une société d'État dont le gouvernement du Québec est le seul actionnaire.

Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Elle soutient le développement de la filière éolienne par ses achats auprès de producteurs privés.

Engagée depuis plusieurs années dans la promotion de l'efficacité énergétique, elle met en œuvre des programmes qui génèrent des économies d'énergie pour l'ensemble de sa clientèle.

En 2009, 98 % de la production d'énergie était d'origine hydraulique, une source d'énergie verte et renouvelable qui offre une grande souplesse d'exploitation et génère peu de gaz à effet de serre.

En 2009, le projet de l'Eastmain-1-A–Sarcelle–Rupert a franchi une étape importante avec la mise en exploitation de la dérivation Rupert, qui ajoutera 5,3 térawattheures à la production annuelle du complexe La Grande, à la Baie-James. Hydro-Québec a complété la mise en service des derniers groupes turbine-alternateur des centrales de la Chute-Allard et des Rapides-des-Cœurs en Mauricie et a amorcé des études d'avant-projet en vue de construire deux centrales sur la rivière du Petit-Mécatina, située sur la Basse-Côte-Nord.

Hydro-Québec exploite le plus vaste réseau de transport d'électricité en Amérique du Nord pour le bénéfice de clients situés au Québec et hors Québec.

Elle réalise des échanges d'électricité avec les réseaux des provinces limitrophes et du nord-est des États-Unis.

En 2009, Hydro-Québec a mis en service les deux premiers éléments de l'interconnexion de 1 250 mégawatts avec l'Ontario, soit le poste de l'Outaouais et la ligne électrique de 230 kilovolts qui relie ce poste de conversion au réseau de l'Ontario. Une fois complétée en 2010, l'interconnexion permettra d'acheminer de plus gros volumes d'électricité vers cette province et, au-delà, vers l'État de New York et le Midwest américain. Hydro-Québec a également poursuivi les discussions avec des transporteurs américains concernant la construction d'une interconnexion de 1 200 mégawatts avec la Nouvelle-Angleterre.

COMPLEXE DE LA ROMAINE

HYDRO-QUÉBEC A AMORCÉ LES TRAVAUX DU COMPLEXE HYDROÉLECTRIQUE DE LA ROMAINE EN MAI 2009. CE PROJET DE 6,5 MILLIARDS DE DOLLARS PRÉVOIT LA CONSTRUCTION DE QUATRE CENTRALES D'UNE PUISSANCE DE 1 550 MÉGAWATTS SUR LA RIVIÈRE ROMAINE, AU NORD DE HAVRE-SAINT-PIERRE, EN MINGANIE. LA PRODUCTION ANNUELLE MOYENNE PRÉVUE DU COMPLEXE EST DE 8 TÉRAWATTHEURES. LE COMPLEXE DE LA ROMAINE CONSTITUERA LE PLUS IMPORTANT CHANTIER DE CONSTRUCTION DU CANADA AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES.

LE CHANTIER SE POURSUIVRA JUSQU'EN 2020. ENTRE 2012 ET 2016, L'EFFECTIF À LA POINTE DÉPASSERA 2 000 TRAVAILLEURS.

HYDRO-QUÉBEC - FAITS SAILLANTS – 2009

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

Produits	12 334
Bénéfice provenant des activités poursuivies	3 035
Bénéfice net	3 035
Actif total	68 978
Effectif (en personnes)	23 616
Puissance installée (en mégawatts)	36 810

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, RAPPORT ANNUEL 2009.

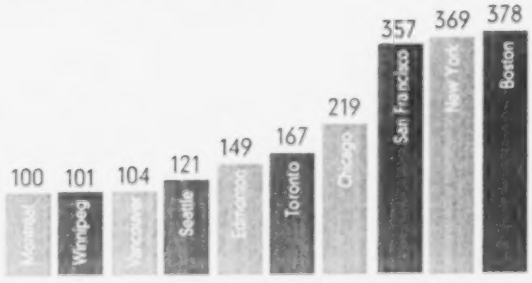
BÉNÉFICE PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, RAPPORT ANNUEL 2009.

INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ CLIENTS RÉSIDENTIELS

(CONSOMMATION : 1 000 KWH/MOIS)



Note : Factures mensuelles excluant les taxes. Tarifs en vigueur le 1er avril 2009.

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, COMPARAISON DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES, 2009.

FINANCES PUBLIQUES

SECTION 2

UN GOUVERNEMENT DÉTERMINÉ À MAINTENIR UNE SAINE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

18 Une gestion responsable des finances publiques

21 Consolider la relance

22 Le Fonds des générations, un geste porteur pour l'avenir

UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES PUBLIQUES

MAINTENIR LE CAP SUR LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE D'ICI 2013-2014

Maintenant que la reprise est bien enclenchée, le gouvernement s'engage fermement dans l'assainissement des finances publiques pour retrouver l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Il s'agit d'un effort collectif de 12,3 milliards de dollars, dont plus de 90 % est déjà identifié.

La part de l'effort assumée par le gouvernement s'élève à 6,9 milliards de dollars, ce qui représente 62 % de l'effort total et se répartit de la façon suivante :

- 5,2 milliards de dollars provenant de la réduction de la croissance des dépenses des ministères et organismes;
- 530 millions de dollars résultant du contrôle des dépenses au sein des organismes publics;
- 1,2 milliard de dollars provenant de la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal.

La part de l'effort assumée par les contribuables équivaut à 38 % de l'effort total :

- 3,5 milliards de dollars provenant des particuliers :
  - hausse du taux de la TVQ de 7,5 % à 8,5 % le 1er janvier 2011 et de 8,5 % à 9,5 % le 1er janvier 2012;
  - hausse de la taxe sur les carburants de 1 cent le litre le 1er avril de chaque année de 2010 à 2013;
  - contribution santé générale de 25 $ par adulte en 2010, de 100 $ en 2011 et de 200 $ à compter de 2012;
- 796 millions de dollars provenant des entreprises :
  - hausse temporaire de la taxe compensatoire des institutions financières;
  - révision du régime de droits miniers.

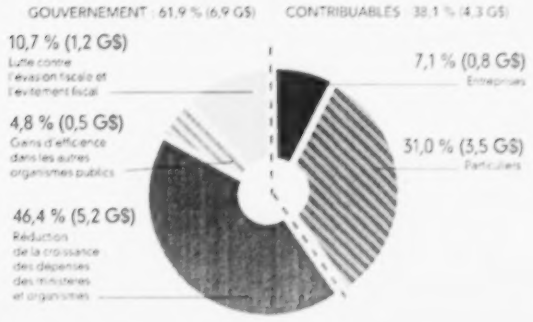
DÉFICITS BUDGÉTAIRES : UNE SITUATION QUI S'AMÉLIORE DÈS 2011-2012

Après une crise financière historique et une récession sévère, l'économie mondiale a retrouvé le chemin de la croissance. De plus, l'économie québécoise a mieux résisté que celle de ses principaux partenaires.

- Ainsi, malgré un déficit de 4,5 milliards de dollars en 2010-2011, la situation budgétaire du gouvernement s'améliorera à compter de 2011-2012, alors que le déficit prévu diminuera de 1,6 milliard de dollars, pour s'établir à 2,9 milliards de dollars, ce qui équivaut à 0,9 % du PIB.

RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE D'ICI 2013-2014
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

RÉPARTITION DE L'EFFORT DE REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES



SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES – BUDGET 2010-2011
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	DONNÉES PRÉLIMINAIRES	PRÉVISIONS		PROJECTIONS		
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15
Revenus budgétaires	62 650	64 489	65 956	68 480	70 941	73 652
Variation en %	- 0,4	2,9	2,2	3,9	3,6	3,8
Dépenses budgétaires	- 66 925	- 69 551	- 71 748	- 74 041	- 76 285	- 79 028
Variation en %	2,9	3,9	3,2	3,2	3,0	3,6
Résultats nets des entités consolidées	598	697	848	926	852	1 038
Provision pour éventualités	- 300	- 300	—	—	—	—
Impact du Plan de retour à l'équilibre budgétaire	—	1 051	3 036	4 496	5 613	5 880
SURPLUS (DÉFICIT)	**- 3 975**	**- 3 614**	**- 1 928**	**- 139**	**1 123**	**1 542**
Versements au Fonds des générations						
- Revenus dédiés	- 715	- 892	- 972	- 1 061	- 1 123	- 1 227
- Hausse du prix de l'électricité patrimoniale	—	—	—	—	—	- 315
Réserve de stabilisation	433	—	—	—	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	**- 4 257**	**- 4 506**	**- 2 900**	**- 1 200**	**0**	**0**

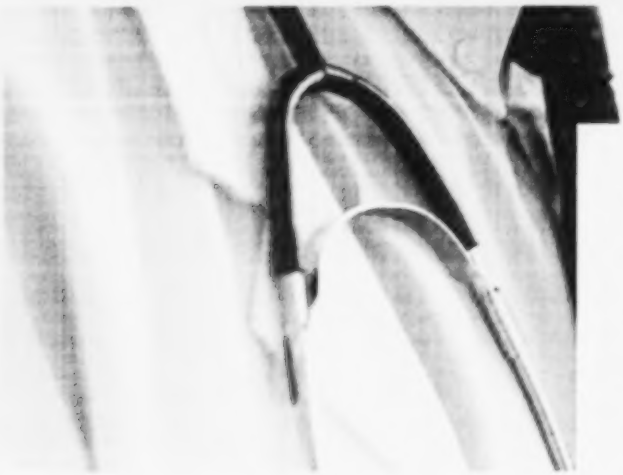
CONTRÔLER LES DÉPENSES

Le gouvernement du Québec contrôle bien ses dépenses.

- La croissance des dépenses de programmes au Québec s'est élevée à 4,8 %, en moyenne, de 2003-2004 à 2009-2010, comparativement à 7,6 % dans les autres provinces canadiennes.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014, le gouvernement met en place, à compter de 2010-2011, un plan d'action qui lui permettra de réduire davantage la croissance de ses dépenses.

- Ainsi, la croissance des dépenses de programmes sera limitée à 3,2 % en 2010-2011 et à 2,8 % de 2011-2012 à 2013-2014, soit jusqu'au retour à l'équilibre budgétaire.
  - En tenant compte de la mise en place de la contribution santé, la croissance des dépenses de programmes s'établira à 2,9 % en 2010-2011 et à 2,2 % annuellement jusqu'en 2013-2014.



ASSURER UN FINANCEMENT ADÉQUAT DU SYSTÈME DE SANTÉ TOUT EN MAINTENANT LES AUTRES MISSIONS DE L'ÉTAT

Dans les années à venir, tous les ministères devront participer à l'effort collectif de retour à l'équilibre budgétaire. Toutefois, malgré le resserrement important des dépenses, le gouvernement continue à investir dans ses missions essentielles, dont la santé et l'éducation.

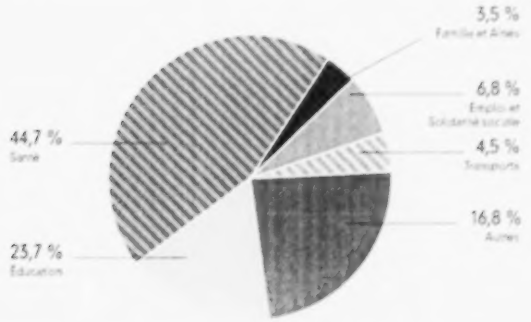
Le gouvernement consacre 45 % de ses dépenses de programmes au secteur de la santé en 2010-2011.

- Le budget de la santé augmente de 988 millions de dollars, soit une croissance de 3,7 %.
- De nouvelles sources de financement, principalement une nouvelle contribution santé qui sera versée directement aux établissements de santé, permettra de maintenir à 5 % la croissance annuelle des dépenses totales de santé.
- Le niveau des dépenses prévu, combiné aux mesures visant l'amélioration de la performance du système de santé, assurera à la fois des services de santé de qualité et le maintien des autres missions de l'État.

L'éducation représente 24 % des dépenses de programmes du gouvernement en 2010-2011.

- Les dépenses en éducation augmentent cette année de 316 millions de dollars, soit une hausse de 2,2 %.

DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE – 2010-2011



LA FÉDÉRATION CANADIENNE

Le Québec fait partie du Canada, une fédération créée en 1867.

Les compétences du gouvernement fédéral et des dix provinces sont établies dans la Constitution.

- Le gouvernement fédéral est responsable, entre autres, du commerce international, de la défense nationale, de la monnaie, de la politique monétaire et de l'assurance-emploi.
- Les provinces ont des compétences exclusives dans de nombreux domaines, tels la santé, l'éducation, les services sociaux et les affaires municipales.

Les revenus prélevés par les différents ordres de gouvernement au Canada représentent 33 % du PIB, dont :

- 44 % sont perçus par le gouvernement fédéral;
- 56 % sont perçus par les gouvernements provinciaux et les administrations locales (municipalités et commissions scolaires).

DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

LES REVENUS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVIENNENT DE DEUX SOURCES :

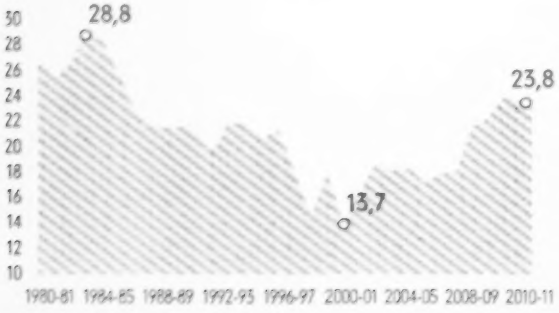
- LES REVENUS AUTONOMES (76,2 %);
- LES TRANSFERTS FÉDÉRAUX (23,8 %).

LA MAJEURE PARTIE DES REVENUS AUTONOMES PROVIENT DE L'IMPÔT DES PARTICULIERS (37,7 %) ET DES TAXES À LA CONSOMMATION (28,6 %).

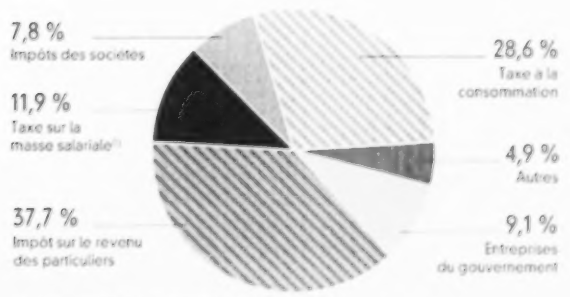
EN OUTRE, LE QUÉBEC EST UNE DES SIX PROVINCES QUI REÇOIVENT DES PAIEMENTS DU PROGRAMME FÉDÉRAL DE PÉRÉQUATION. CES PAIEMENTS COMPTENT POUR PLUS DE LA MOITIÉ DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX AU QUÉBEC.

- LE QUÉBEC ET LES NEUF AUTRES PROVINCES REÇOIVENT AUSSI DES TRANSFERTS POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX COMME LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX – 1980-1981 À 2010-2011
(EN POURCENTAGE DES REVENUS BUDGÉTAIRES)



REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT – 2010-2011
(PAR SOURCE)



(1) Cotisations au Fonds des services de santé

CONSOLIDER LA RELANCE

INVESTISSEMENTS ANNUELS MOYENS DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES

DES INFRASTRUCTURES MODERNES ET DE QUALITÉ

Des investissements majeurs de 42,6 milliards de dollars seront réalisés au cours des cinq prochaines années pour assurer le maintien, l'amélioration et le développement des infrastructures, dont :

- 19,0 milliards de dollars seront investis dans les infrastructures de transport, comprenant notamment les routes et le transport en commun;
- 8,8 milliards de dollars seront investis dans les infrastructures de santé, comprenant notamment les hôpitaux et les centres d'hébergement de soins de longue durée.

Les investissements annuels moyens du Plan québécois des infrastructures atteindront plus de 8,5 milliards de dollars sur la période s'étendant de 2009-2010 à 2013-2014.

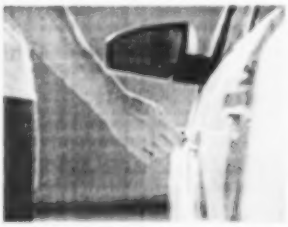
- Ce sont annuellement 3,9 milliards de dollars de plus que pour les cinq années précédentes et trois fois plus qu'il y a 10 ans.

PLAN DE RELANCE : DES LIQUIDITÉS TOTALISANT 15 MILLIARDS DE DOLLARS

En 2009 et 2010, plus de 15 milliards de dollars seront injectés dans l'économie, soit 4,9 % du PIB, se répartissant comme suit :

- 4,0 milliards de dollars pour financer des mesures additionnelles et immédiates pour soutenir les entreprises et les travailleurs;
- 8,2 milliards de dollars afin d'améliorer les infrastructures publiques;
- 845 millions de dollars pour soutenir les ménages, notamment en indexant de façon plus importante le régime d'imposition des particuliers et les prestations d'aide de dernier recours;
- 1,1 milliard de dollars afin de réduire le fardeau fiscal des entreprises, notamment grâce aux baisses de taux réalisées en 2009 et 2010 dans le cadre du plan d'élimination de la taxe sur le capital;
- 846 millions de dollars pour préparer le Québec à la relance de l'économie.

Toute proportion gardée, les efforts consentis par le Québec se comparent à ceux du Canada, qui a également adopté un plan d'intervention économique dont les sommes représentent 4,8 % du PIB.



POURSUITE DU PLAN DE RELANCE

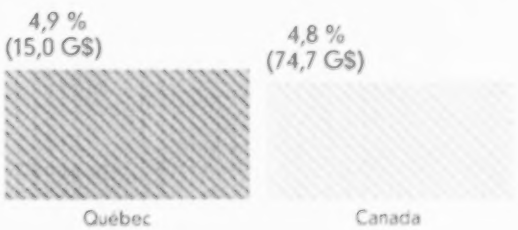
En 2009, le gouvernement a contribué directement à la bonne tenue de l'économie en y injectant 6,8 milliards de dollars. Cela s'est traduit en bénéfices tangibles.

Afin de consolider la relance, le gouvernement du Québec poursuit les efforts déjà entrepris.

Il déploie la deuxième moitié du plan de relance en investissant 8,2 milliards de dollars de plus pour 2010.

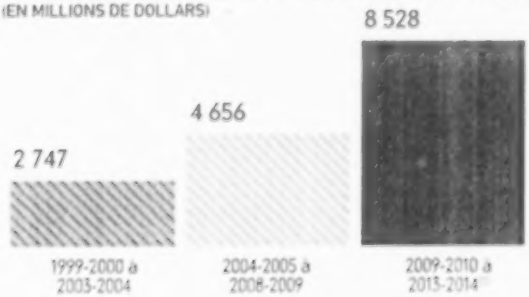
Le gouvernement bonifie le plan de relance avec des initiatives ciblant les régions et les secteurs les plus touchés par la récession.

COMPARAISON DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES
(EN POURCENTAGE DU PIB)



Note : Comparer les mesures fiscales et budgétaires, ou l'intervention directe d'institutions financières publiques pour soutenir l'économie.

INVESTISSEMENTS ANNUELS MOYENS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN IMMOBILISATIONS
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



(1) Comparer avec le plan d'action de liquidités du Québec.

SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, LE BUDGET DE 2009.

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, UN GESTE PORTEUR POUR L'AVENIR

LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT, MALGRÉ LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Malgré la situation déficitaire, le gouvernement réitère son engagement à poursuivre ses efforts de réduction de l'endettement. À cet égard, il entend :

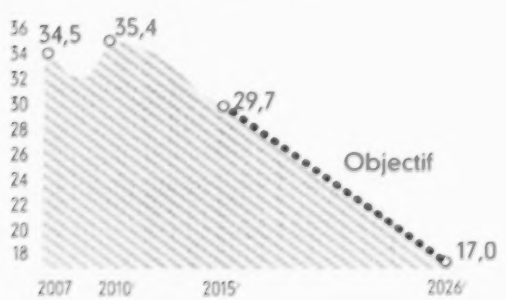
- maintenir ses versements au Fonds des générations;
- verser, à compter de 2014-2015, la totalité des sommes provenant de la hausse graduelle, sur cinq ans, du prix de l'électricité patrimoniale;
- procéder à une révision de ses objectifs de réduction de la dette.

Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés sur le PIB devra être de 17 % en 2026, alors qu'il s'établissait à 35,4 % au 31 mars 2010.

Le ratio de la dette brute par rapport au PIB devra être de 45 % en 2026, alors qu'il était de 53,2 % au 31 mars 2010.

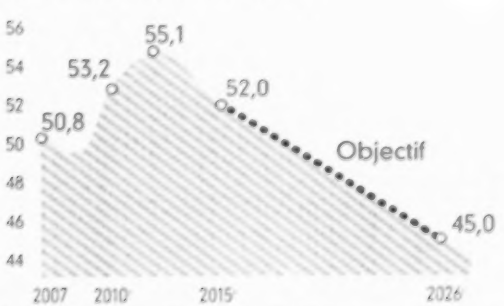
Il s'agit de bornes maximales.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(AU 31 MARS, EN POURCENTAGE DU PIB)



* Résultats préliminaires pour 2010, prévisions pour 2011 à 2015 et projections pour les années subséquentes.

DETTE BRUTE(1)
(AU 31 MARS, EN POURCENTAGE DU PIB)



* Résultats préliminaires pour 2010, prévisions pour 2011 à 2015 et projections pour les années subséquentes.
(1) Excluant les emprunts effectués par anticipation.

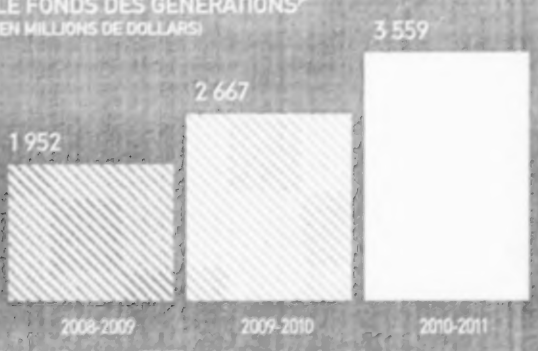
MISER SUR L'EAU, L'OR BLEU DU QUÉBEC

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, CRÉÉ EN 2006, EST ALIMENTÉ PRINCIPALEMENT PAR DES REDEVANCES PROVENANT D'UNE RESSOURCE ABONDANTE AU QUÉBEC : L'EAU.

- EN 2009-2010, PLUS DE 658 MILLIONS DE DOLLARS Y ONT ÉTÉ VERSÉS EN REDEVANCES HYDRAULIQUES PROVENANT D'HYDRO-QUÉBEC ET DE PRODUCTEURS PRIVÉS D'ÉLECTRICITÉ.
- L'AUGMENTATION GRADUELLE, À COMPTER DE 2014-2015, DE 1 CENT LE KILOWATTHEURE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS SE TRADUIRA PAR DES REVENUS SUPPLÉMENTAIRES ANNUELS D'ENVIRON 1,6 MILLIARD DE DOLLARS À TERME EN 2018-2019.
- LES VERSEMENTS TOTAUX AU FONDS DES GÉNÉRATIONS, INCLUANT LES SOMMES PROVENANT DE LA HAUSSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE, ATTEINDRONT 2,4 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2018-2019.

AU 31 MARS 2010, LE FONDS DES GÉNÉRATIONS ATTEIGNAIT 2,7 MILLIARDS DE DOLLARS. IL DEVRAIT ATTEINDRE 3,6 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2011.

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS*
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



* Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour les années subséquentes.

FINANCEMENT

SECTION 3

UNE STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DES SOURCES DE FINANCEMENT

26 Les programmes de financement

27 Une qualité de crédit élevée

28 Un émetteur important sur le marché canadien

29 Une présence régulière sur les marchés internationaux

30 La gestion de la dette

31 Une présence continue et reconnue sur les marchés internationaux

LES PROGRAMMES DE FINANCEMENT

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

Le programme de financement vise essentiellement à :

- effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
- contribuer aux fonds d'amortissement qui serviront à payer les prestations de retraite et les avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic;
- accorder des prêts à certaines entités consolidées et sociétés d'État par l'entremise du Fonds de financement.

FINANCEMENT-QUÉBEC

Financement-Québec est une société d'État qui effectue des emprunts sur les marchés financiers afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations.

- Ces organismes profitent ainsi de coûts d'emprunts avantageux.
- Le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE COURT TERME

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

PROGRAMME	31 MARS 2010
Marché canadien	
Billets à terme à escompte	5 000
Billets au pair	1 000
Marché américain[1]	
Papier commercial	3 047
Marché européen[1]	
Papier commercial	1 016
Sous-total	**10 063**
Marge de crédit syndicataire[1]	3 555
Marges de crédit bancaires	1 165
TOTAL	**14 783**

(1) Convertis en dollars canadiens au taux de change du 31 mars 2010.

PROGRAMMES DE FINANCEMENT

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2009-2010[P]	2010-2011[P]	2011-2012[P]
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU			
Besoins financiers nets[1][2]	4 443	5 133	4 050
Remboursements d'emprunts	6 205	3 658	6 307
Variation de l'encaisse	-8 161	-3 855	—
Fonds d'amortissement des régimes de retraite, autres actifs des régimes et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs - Dépôts	112	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit[3]	3 288	—	—
Financement réalisé par anticipation	3 855	—	—
TOTAL - FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	**9 742**	**4 936**	**10 357**
FONDS DE FINANCEMENT	**2 415**	**4 500**	**4 000**
FINANCEMENT-QUÉBEC	**3 318**	**3 500**	**3 500**
TOTAL	**15 475**	**12 936**	**17 857**

HYDRO-QUÉBEC

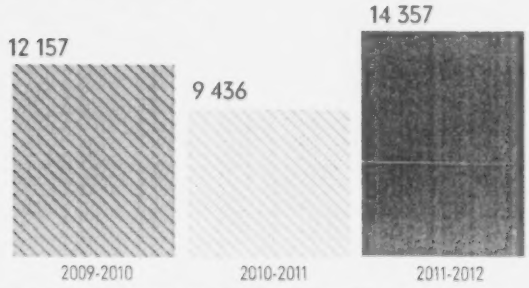
	2009	2010	2011
	4 207	1 738	3 500

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
P : Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour les années subséquentes.
(1) Exclut les entités consolidées.
(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du nonencaissement des revenus du FARR et du FCMA.
(3) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contreparties, le gouvernement a effectué des déboursés de 3 288 M$ en 2009-2010 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces déboursés n'ont pas d'effet sur la dette. En 2008-2009, le gouvernement avait encaissé 3 792 M$.

LES EMPRUNTS D'HYDRO-QUÉBEC SONT GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

PROGRAMME DE FINANCEMENT FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT[P]

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



P : Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour les années subséquentes.

PROGRAMME DE FINANCEMENT FINANCEMENT-QUÉBEC[P]

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

P : Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour les années subséquentes.

UNE QUALITÉ DE CRÉDIT ÉLEVÉE

COTES DE CRÉDIT

En 2006, deux agences de crédit ont augmenté la cote de crédit du Québec.

- Moody's l'a augmentée à deux reprises.
  - En juin, la cote est passée de A1 à Aa3.
  - En novembre, elle a été élevée à Aa2.
- DBRS a fait passer la cote de A à A (high) en juin.

STANDARD & POOR'S – OCTOBRE 2009

- « La cote de crédit du Québec repose sur [...] la gestion prudente des surplus budgétaires en 2006-2007 et en 2007-2008 par la constitution d'une réserve pour atténuer la baisse des revenus en 2008-2009. »
- « La cote de crédit du Québec repose sur [...] la création du Fonds des générations en 2006-2007, dont les sommes serviront exclusivement au remboursement de la dette. »

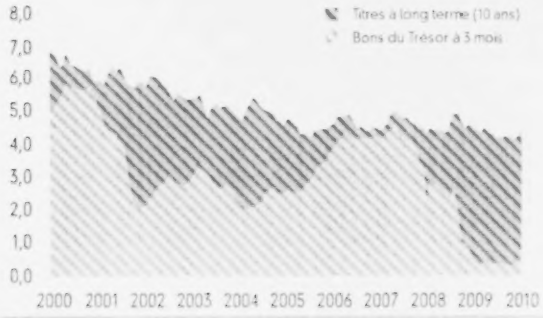
MOODY'S – AOÛT 2009

- « Le plan du gouvernement de rétablir l'équilibre budgétaire en 2013-2014 est d'une importance clé pour la cote de crédit. »
- « Le maintien des versements au Fonds des générations démontre l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette. »

LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE
Moody's	Aa2
Standard & Poor's (S&P)	A+
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)
Fitch Ratings (FITCH)	AA-
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(EN POURCENTAGE)



SOURCES : PC BOND ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
(EN POURCENTAGE)

SOURCE : PC BOND

UN ÉMETTEUR IMPORTANT SUR LE MARCHÉ CANADIEN

DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.

Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions repères et augmente leur taille jusqu'à ce que le montant en circulation soit optimal.

DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

Le Québec emprunte dans toutes les échéances sur le marché canadien. Au cours des dernières années, lorsque les conditions de marché ont été favorables, le Québec a réalisé plusieurs émissions de très long terme. À ce jour, l'échéance la plus longue pour un titre du Québec est en 2076.

En 2009-2010, 2,2 milliards de dollars d'emprunts ont été effectués pour des échéances variant de 2038 à 2065.

UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

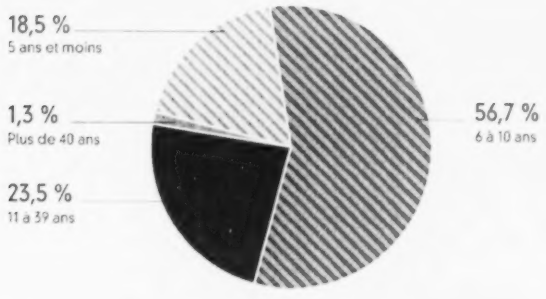
LA DIVERSIFICATION DES EMPRUNTS SELON LES ÉCHÉANCES PERMET D'AVOIR UN PROFIL DE REFINANCEMENT STABLE ET ASSURE UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS.

L'ÉCHÉANCE MOYENNE DE LA DETTE EST DE 11 ANS.

ÉMISSIONS REPÈRES AU CANADA

	COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions de dollars)
Court terme	6,00	2012	2 342
	5,25	2013	2 152
	5,50	2014	2 500
Moyen terme	5,00	2015	2 500
	4,50	2016	3 000
	4,50	2017	4 000
	4,50	2018	4 000
	4,50	2019	4 500
	4,50	2020	1 500
Long terme	9,375	2023	2 202
	6,00	2029	2 737
	6,25	2032	4 200
	5,75	2036	4 083
	5,00	2038	5 000
	5,00	2041	3 000
Très long terme	5,00	2051	420
	Divers	2056	1 500
	6,70	2062	150
	Divers	2065	385
	6,35	2065	940
	Divers	2076	500

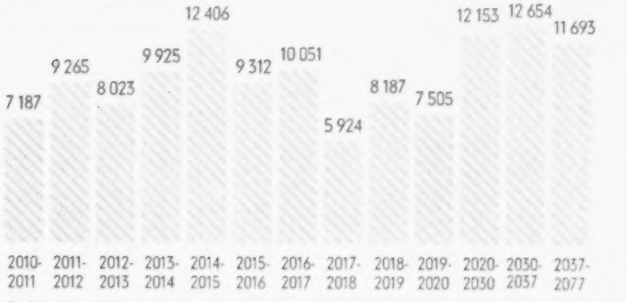
EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2009-2010[P] PAR ÉCHÉANCE



P : Résultats préliminaires

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 MARS 2010[P]

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



P : Résultats préliminaires

Note : Dette directe du fonds consolidé du revenu, dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement et dette de Financement-Québec.

UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

Des opérations de financement sont effectuées régulièrement sur les principaux marchés internationaux, soit aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Des émissions de grande taille sont réalisées afin d'assurer une bonne liquidité.

En moyenne, au cours des dix dernières années, près du quart des emprunts ont été réalisés en devises étrangères.

UN GRAND NOMBRE D'ÉMISSIONS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

En 2009-2010, le gouvernement a effectué 18,7 % de ses emprunts sur les marchés internationaux.

Des emprunts ont été faits dans trois devises :

- deux emprunts totalisant 1 575 millions d'euros en avril 2009 et en mars 2010 (2 496 millions de dollars canadiens);
- deux emprunts totalisant 16 000 millions de yens en avril 2009 (197 millions de dollars canadiens);
- un emprunt de 200 millions de francs suisses en décembre 2009 (206 millions de dollars canadiens).

UNE PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ÉTRANGERS

La présence du Québec sur les marchés financiers étrangers remonte à la fin du XIX[e] siècle, soit plus précisément en 1874 à Londres.

Cinq ans plus tard, un emprunt a été réalisé sur le marché américain.

Le gouvernement du Québec entretient des relations de longue date avec ses partenaires financiers. Afin de faciliter la diversification de ses sources de financement, le gouvernement du Québec fait la promotion de ses titres grâce à :

- la préparation de documents de promotion;
- l'organisation de rencontres auprès des investisseurs;
- l'implication des banques et des firmes de courtage dans ses activités de promotion.

ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS

COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions de dollars)
6,125	2011	1 000
4,875	2014	1 000
4,60	2015	1 000
5,00	2016	1 250
5,125	2016	1 500
4,625	2018	1 000
7,50	2023	1 000
7,125	2024	1 000
7,50	2029	1 500

ÉMISSIONS EN EUROS

COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions d'euros)
5,625	2011	1 500
4,25	2013	1 000
3,625	2015	1 500
3,375	2016	1 500
4,75	2018	1 250
5,00	2019	1 500

ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES

MARCHÉ	COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions d'unités de la devise)
FRANC SUISSE	3,50	2014	250
	3,125	2015	350
	2,25	2015	500
	2,625	2017	500
	3,375	2018	250
	3,875	2018	200
	2,875	2021	200
YEN	1,60	2013	50 000
$ AUSTRALIEN	5,75	2015	450
$ NÉO-ZÉLANDAIS	6,75	2015	300
PESO MEXICAIN	8,27	2016	1 500
$ HONG KONG	4,30	2012	750

DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC
(PAR DEVISE)

LA GESTION DE LA DETTE

DETTE

LA DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT COMPREND LA DETTE DIRECTE, LE PASSIF NET AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET LE PASSIF NET AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS. LES SOMMES ACCUMULÉES DANS LE FONDS DES GÉNÉRATIONS RÉDUISENT LA DETTE BRUTE.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES INDIQUENT QUE LA DETTE BRUTE S'ÉTABLISSAIT À 160,1 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2010, CE QUI ÉQUIVAUT À 53,2 % DU PIB.

MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.

- Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.
- L'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre les proportions de dette désirées, soit :
  - par devise;
  - à taux fixe et à taux variable.

La gestion de la dette permet au gouvernement de réaliser des économies appréciables au titre du service de la dette.

DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2010[P]

(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

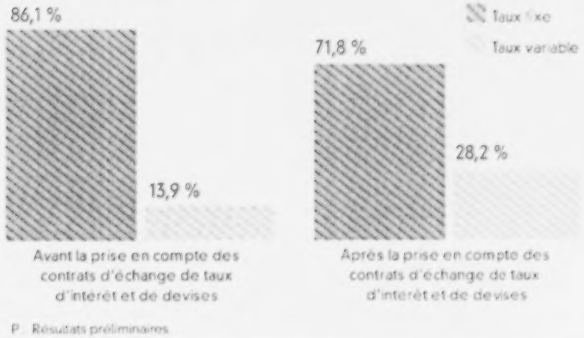
Dette directe	134,0
Passif net au titre des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs	28,8
Moins : Montant accumulé dans le Fonds des générations	- 2,7
DETTE BRUTE	**160,1**

P : Préliminaire.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR DEVISE AU 31 MARS 2010[P]

P : Résultats préliminaires

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR TAUX D'INTÉRÊT AU 31 MARS 2010[P]



P : Résultats préliminaires

UNE PRÉSENCE CONTINUE ET RECONNUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

RECONNAISSANCE DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Le magazine financier Euroweek a décerné des prix pour des transactions réalisées par le Québec en dollars américains et en euros en 2001, 2002, 2003, 2005, 2008 et 2009.

L'émission du Québec en francs suisses, réalisée en 2005, a remporté un prix décerné par le magazine International Financing Review.

En plus d'obtenir la troisième place dans la catégorie d'émetteurs « sub-sovereign/municipal » en 2009, du prestigieux magazine financier Euroweek, l'émission du Québec en euros, réalisée en avril 2009, a été très bien reçue par le marché. Les commentaires tirés du magazine Euroweek, publié le 24 avril 2009, le démontrent :

« … an impressive outing for Québec. They had an order book of over Eu2bn for a Eu1.5bn issue… »;

« … they benefited from a strong market, strong name recognition (…) a very successful 10 year »

DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT FACILITÉES DANS CERTAINS PAYS

En vertu des normes découlant de l'Accord de Bâle II, les autorités de réglementation étrangères peuvent accorder un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

À ce jour, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède reconnaissent un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

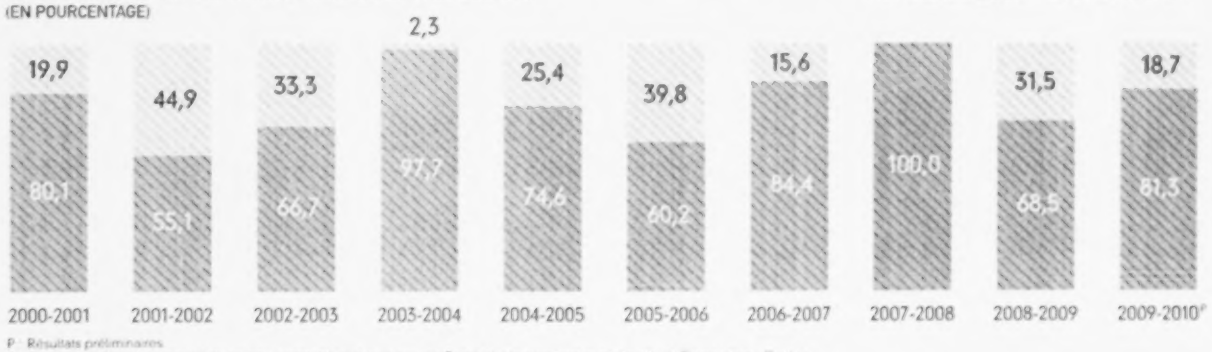
PREMIER PRIX POUR UNE ÉMISSION EN EUROS

L'émission du Québec en euros, réalisée en avril 2008, a remporté le prix de la meilleure émission dans la catégorie d'émetteurs « sub-sovereign/municipal » du prestigieux magazine financier Euroweek.

EUROWEEK AWARDS

HISTORIQUE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE[1]

(EN POURCENTAGE)



P : Résultats préliminaires.
(1) Emprunts du fonds consolidé du revenu, emprunts effectués pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.

LE QUÉBEC DE DEMAIN

PROSPÈRE, CRÉATIF ET VERT :
UNE ÉCONOMIE ENCORE PLUS PERFORMANTE, PLUS PRODUCTIVE ET PLUS COMPÉTITIVE ;
DES FINANCES PUBLIQUES SAINES ;
DES GESTES CONCRETS POUR ASSURER L'ÉQUITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE.